



Sections syndicales des ARDENNES



Monsieur le Président,

La Direction Générale, par votre biais, a récemment distribué à tous les agents de la DGFIP de belles plaquettes en papier glacé intitulées « La Direction Générale des Finances Publiques » afin de présenter la fusion DGI-DGCP.

Quel est le coût déplacé de cette opération de propagande quand l'Etat appelle à faire des économies et refuse d'augmenter les salaires au nom de ces mêmes économies ?

Si les agents du département n'étaient pas encore convaincus des bienfaits de cette réforme, vous avez, avec le TPG organisé des « réunions d'information » à caractère obligatoire, véritables opérations de communication propagandistes, en « invitant » les agents à la présentation et au déroulement de la fusion DGI-DGCP. Ces réunions ont présenté un film mettant en scène le ministre Woerth et le DG Parini, pour nous dire que la fusion c'est formidable.

Répondent-ils aux revendications des agents (arrêt des suppressions d'emplois, arrêt des restructurations, revalorisation du point d'indice...) qui étaient largement en grève les 29 janvier et 19 mars sur ces sujets ? Bien sûr que non !

C'est pourquoi l'intersyndicale des Ardennes a collecté auprès des agents (pour ceux d'entre eux qui ne l'avaient pas encore placée dans la poubelle) ces plaquettes afin de vous les remettre lors de ce CTPD, pour que vous puissiez les renvoyer à leur expéditeur en signe de désaccord et de protestation.

Depuis des années, les agents subissent l'empilement des réformes, des pertes de pouvoir d'achat importantes et demandent des augmentations de salaires, pas de la propagande!. Le « plan d'accompagnement social » du Ministère ne répond en rien à leurs revendications. Les 29,17 € alloués par mois à tous les agents relèvent du mépris.

La réalité dans les services est toute autre : les suppressions d'emplois, les pressions statistiques, les restructurations, l'accumulation des tâches et le développement de la polyvalence entraînent une dégradation continue des conditions de travail.

De qui se moque-t-on ?

Cette fusion va se traduire par une très forte dégradation des conditions de travail des agents des nouvelles filières, aggravées par les vagues de suppressions d'emplois massives.

Par voie de conséquence, pour le contribuable aussi cette fusion aura des répercussions très néfastes.

Les agents de la DGFIP des Ardennes vous remettent symboliquement les brochures sur la fusion et vous demandent de les retourner à leur expéditeur.

Ils demandent l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'emploi, les conditions de travail et la rémunération en lieu et place de ce pseudo dialogue social dont se vante le Ministère et qui en fait n'est qu'un monologue destiné à justifier le dynamitage du service public.